

# QUESTION

05 MARS 2014

## DE DÉVELOPPEMENT

SYNTHÈSES DES ÉTUDES ET RECHERCHES DE L'AFD

# Enjeux du développement en Amérique latine

PERSPECTIVES  
LATINO-AMÉRICAINES  
EN TEMPS DE CRISE

**En dépit d'un dynamisme économique remarquable et d'une réduction de la pauvreté durant la dernière décennie, les défis socioéconomiques posés à l'Amérique latine restent nombreux pour assurer un développement soutenable. Dans le contexte où les pays émergents affrontent une conjoncture moins favorable, la seconde édition de l'ouvrage A Savoir (n°24), actualisée et enrichie de nouvelles contributions, porte aujourd'hui un regard attentif sur les réalités économiques et sociopolitiques d'une région en pleine mutation.**

Étude complète téléchargeable sur :  
<http://www.afd.fr/webdav/site/afd/shared/PUBLICATIONS/RECHERCHE/Scientifiques/A-savoir/24-A-Savoir.pdf>

Les clefs de la récente réussite économique du continent

L'application en Amérique latine des politiques libérales labélisées par le « consensus de Washington » (dérégulation, privatisations, ouverture à la finance internationale), dans des pays endettés, aux institutions et aux économies fragiles, a plongé la région dans un climat économique instable dans les années 1980. À cette première « décennie perdue », se sont ajoutés les prolongements difficiles des années 1990, marqués par l'instabilité financière, et ponctués par des crises monétaires en cascade au tournant du siècle (Argentine, Brésil, Équateur, Uruguay), creusant les inégalités sur le continent. La dernière décennie a alors constitué un renversement de perspective tant salubre qu'attendu, au cours duquel la région a retrouvé un bon rythme de croissance économique (4 % du PIB en moyenne entre 2003 et 2012). Ce dynamisme, conforté par une bonne résilience à la crise internationale, a permis une réduction spectaculaire de la pauvreté (-33 %), de l'endettement et du chômage (passé de 11 % à 6 %). La progression des salaires réels, de l'emploi, de l'accès au crédit, combinée à des politiques sociales novatrices accroissant l'accès aux services sociaux, a ainsi participé à l'émergence d'une classe moyenne latino-américaine.

Comment expliquer ce succès ? Il faut d'abord souligner que les pays d'Amérique latine ont souvent su tirer les leçons des difficultés passées et ont amélioré le cadre institutionnel de leur gestion économique. La réduction de la vulnérabilité à la sphère financière, la maîtrise de l'inflation et la mise en œuvre de politiques macroéconomiques adaptées ont contribué à ces résultats, et ce, malgré la crise. Les mouvements d'intégration régionale connaissent une intensité singulière depuis 20 ans (CAN, MERCOSUR, ICA, ALBA, UNASUR, CELAC, Alliance du Pacifique...). Associant un régionalisme ouvert centré sur le libre-échange à une intégration plus politique, ils ont permis, malgré certaines polarisations, de renforcer le commerce. Si la région affiche ces bonnes performances économiques, c'est aussi en grande partie dû à une conjoncture particulièrement favorable.

AMÉRIQUE LATINE	POURCENTAGE DE PAUVRES			POURCENTAGE D'INDIGENTS		
	Total	Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural
2002	43,9	38,3	62,4	19,3	13,4	38,4
2008	33,5	27,7	55,0	12,9	8,1	31,0
2011	29,4	24,2	49,8	11,5	7,2	28,8

SOURCE: CEPAL.

À l'effet d'aubaine démographique ayant accru la force de travail (transition démographique majoritairement avancée), s'est ajouté un environnement international qui a dynamisé la croissance. L'exportation de matières premières, dont les ressources abondent en Amérique latine (hydrocarbures, gaz naturel, et surtout minerais), a bénéficié de la forte croissance de la demande chinoise, de la bonne tenue de leurs prix internationaux et de l'amélioration des termes de l'échange. Enfin, l'accès des pays latino-américains aux financements internationaux s'est également élargi, avec l'afflux de capitaux et d'investissements étrangers.

### Les défis à relever

Malgré les progrès accomplis, les pays latino-américains doivent encore relever de nombreux défis pour assurer un développement durable :

#### La gouvernance institutionnelle

Suite aux excès passés du libéralisme et à la progression de la violence sur le continent, on assiste au grand retour de l'État dans bon nombre de pays latino-américains, en réponse à une demande grandissante de protection et de régulation de la part des populations. Cela s'est traduit par l'accession au pouvoir de nombreux gouvernements de gauche et par un interventionnisme économique renouvelé. Ce dynamisme nouveau de l'action publique ne masque cependant pas les importants défis qui se posent aux autorités sur le plan institutionnel. Il s'agit en premier lieu de celui de la consolidation démocratique : modernisation des systèmes politiques, amélioration des processus de décisions, limitation des modes populistes de gouvernement. Certains pays sont idéologiquement très polarisés (ex : Venezuela), divisant assez profondément la société, et la stabilité politique y reste précaire. Si les gouvernements démontrent une aptitude remarquable à se saisir des problèmes pour y apporter des réponses publiques parfois innovantes, ils sont handicapés par les insuffisances des appareils administratifs. Ayant des difficultés importantes à assurer l'imposition fiscale sur tout le territoire, ces derniers manquent de moyens et de compétences, tandis que le

clientélisme et la corruption perdurent. Enfin, même si le relais local des décisions nationales souffre souvent de faiblesses et que la question du financement local reste entière, le processus de décentralisation amorcé depuis les années 1980 a permis de développer l'autonomie et l'action publique dans plus de 16 000 gouvernements locaux, de moderniser les grandes municipalités et de renforcer l'appropriation démocratique et citoyenne.

#### Des faiblesses économiques structurelles

Les économies latino-américaines affrontent des problèmes structurels dans un environnement conjoncturel moins favorable qu'auparavant. Le poids croissant des activités liées à l'exportation des matières premières présente un certain danger : celui de la « reprimarisation de l'économie ». Dans le contexte de crise, la contraction de la demande internationale concernant davantage les biens manufacturiers, ce type de stratégie productive a permis à l'Amérique latine de bien résister (2,9 % de croissance moyenne du PIB entre 2009 et 2012). Néanmoins, elle pose le problème de la désindustrialisation, mais aussi de l'absence de diversification économique, donc de dépendance à la demande internationale et d'élasticité accrue aux prix particulièrement volatils des matières premières. Par ailleurs, malgré sa relance ces dernières années, l'investissement en Amérique latine reste faible comparé aux autres régions émergentes (20 % du PIB). Enfin, la réduction importante de la pauvreté ne s'est malheureusement pas accompagnée d'une réduction comparable des inégalités. En 20 ans, le coefficient de Gini moyen du continent n'a que peu bougé, et les pays latino-américains restent parmi les plus inégalitaires du monde (notamment le Brésil, le Chili, la Colombie). Un décalage considérable existe entre les territoires, la ville et la ruralité, les classes aisées et les classes populaires, alors que 40 % des ménages les plus pauvres perçoivent 15 % du revenu, et 10 % des plus riches en concentrent 32 %. Enfin, la pauvreté reste importante dans certains pays, notamment en Amérique centrale, où elle dépasse parfois un taux de 50 %.



L'AMÉRIQUE LATINE COMPTE

**600** MILLIONS D'INDIVIDUS EN 2013  
**80%** VIVENT EN VILLE.

## Le développement urbain

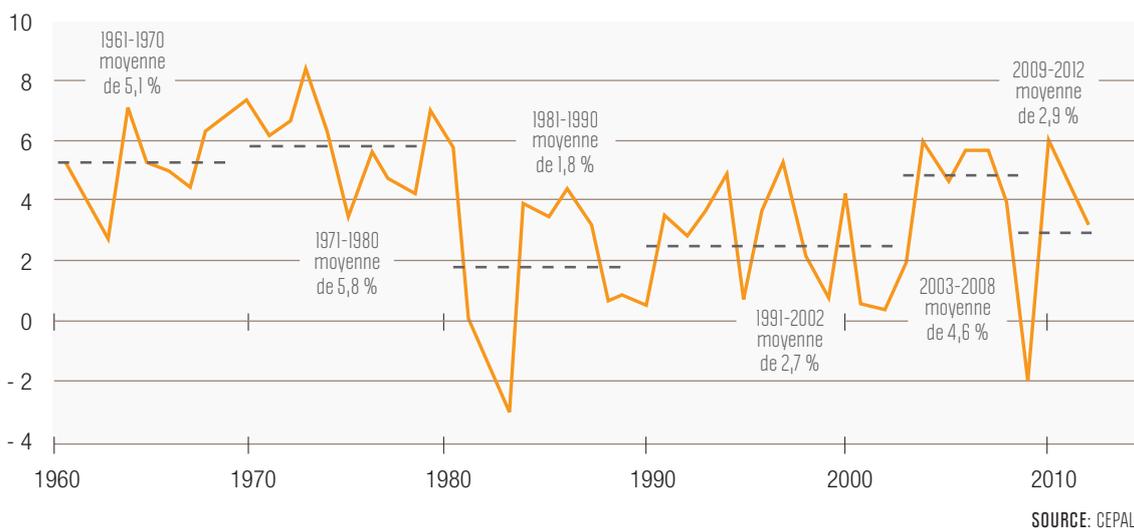
Alors que l'Amérique latine s'est caractérisée par une forte croissance urbaine (elle comptera 500 millions d'urbains en 2015), et qu'elle possède des métropoles figurant parmi les plus grandes du monde (Mexico, Sao Paulo), le développement urbain est un des grands défis auxquels doit répondre le sous-continent. Sous l'effet des politiques de décentralisation, l'échelle de la ville s'est progressivement affirmée dans l'appropriation des enjeux du développement durable. Les villes latino-américaines sont ainsi le théâtre de politiques urbaines encourageantes et innovantes, en termes de mobilité urbaine (transport collectifs : BRT, métro, métrocable), d'investissement massif dans l'habitat et la construction de logement social, mais aussi de reconquête et de régénération urbaine (redensification des centres-villes historiques, rénovation des grands ensembles, réhabilitation des quartiers sous-intégrés). À ces initiatives qu'il convient d'accompagner sur la durée, résistent toutefois deux enjeux majeurs que les municipalités devront également affronter : la perfectibilité des services urbains, en particulier l'eau et la gestion des déchets, et le déficit d'infrastructures. Même si le taux de raccordement urbain moyen est supérieur à 90 %, l'existence des réseaux ne garantit pas un approvisionnement en eau régulier et suffisant. Des inégalités importantes perdurent dans l'accès à une eau de qualité. Sur le plan de la gestion des déchets, sensible au niveau environnemental et sanitaire, l'enfouissement en décharge, solution la plus simple et la moins coûteuse, a majoritairement été retenu. Cependant, sous l'effet de la croissance urbaine, les équipements techniques des municipalités latino-américaines ont rapidement

été dépassés. Concernant les infrastructures, qui cristallisent des questions de trafic, de pollution et d'insécurité, un effort particulier reste à fournir. Souvent obsolètes et insuffisantes, en particulier au niveau régional, elles doivent être davantage développées sous peine de limiter durablement la compétitivité des métropoles, centres névralgiques de l'activité économique.

## Les politiques sociales et la violence

Les programmes de lutte contre la pauvreté qui se sont multipliés en Amérique latine cette dernière décennie constituent le fer de lance des politiques sociales mises en œuvre par les gouvernements. La popularité internationale dont ils jouissent est due à leur diversité et aux bons résultats qu'ils obtiennent souvent par des approches innovantes. Il s'agit souvent de transferts monétaires directs à destination des populations les plus défavorisées, associés à des conditionalités portant sur la fréquentation de services sociaux primaires (scolaire, médical, insertion professionnelle), qui permettent ainsi de s'attaquer à toutes les dimensions de la pauvreté. Même si l'application de ces programmes soulève toujours des difficultés spécifiques, ils ciblent assez efficacement les classes déshéritées grâce au développement parallèle de systèmes d'informations sociales, aux bénéfiques multiples pour les administrations locales. Toutefois, des inégalités importantes demeurent dans l'accès à la santé et à l'éducation. Le système scolaire reproduit les fortes disparités territoriales en affichant de grosses différences qualitatives. L'accès à l'enseignement supérieur reste inégal, malgré son élargissement global (les effectifs ont presque triplé entre 1995 et

## PIB RÉEL – AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES



### DIRECTION DE L'OUVRAGE

Carlos QUENAN, Professeur d'économie, Université Paris 3 Sorbonne nouvelle, IHEAL, vice-président de l'IdA et président du CEISAL. Sébastien VELUT, Professeur de géographie, Université Paris 3 Sorbonne nouvelle, directeur de l'IHEAL et du CREDA.

### L'INSTITUT DES AMÉRIQUES (IDA)

L'IdA est le partenaire de l'AFD pour la réalisation de cet ouvrage, depuis sa première édition parue en mars 2011.

### AUTEURS

Jean-Michel BLANQUER (ESSEC, président de l'IdA), Klaus BODEMER (GIGA-Hambourg), Elodie BRUN (CERI), Marco CEBALLOS (Universidad Andres Bello, Chili), Jean-François CLAVERIE (IHEAL-LOCAL), Maria Eugenia COSIO-ZAVALA (IHEAL), Olivier DABENE (OPALC), Diana GOMES (LOCAL), Bruno LAUTIER † (IEDES), Jean-Louis MARTIN (Crédit Agricole), Catherine PAQUETTE (IRD), Yves SUREL (CERSA), François-Michel LE TOURNEAU (CNRS-CREDA), Laurence WHITEHEAD (Oxford University).

### COORDINATEUR

Eric JOURCIN, Economiste, Département Amérique latine et Caraïbes, AFD.

2012). On observe un découplage entre quelques institutions prestigieuses qui s'insèrent sur la scène internationale et une dégradation des autres établissements, ainsi qu'une prise en charge grandissante par le secteur privé, majoritaire dans un grand nombre de pays (Brésil, Chili...). Enfin, malgré leurs contributions positives, les politiques sociales n'ont pas résolu le problème endémique de la violence sur le continent. Cette dernière est multiforme et recoupe des enjeux parfois assez éloignés nécessitant un traitement différencié. La hausse de l'insécurité publique est directement liée aux défis que soulève l'urbanisation, tandis que le crime organisé qui se développe autour du narcotraffic appelle à des réponses globales et concertées au niveau régional. Le défi est de taille pour les pays latino-américains au regard des coûts économiques, politiques et sociaux que cela représente, même si les institutions ne semblent pas toujours bien armées pour y répondre (efficacité de la justice, faible moyens, corruption de la police...).

### Questions environnementales

L'Amérique latine possède des espaces naturels et une biodiversité d'une très grande richesse, elle concentre plus d'un tiers des eaux continentales, alors qu'elle ne représente que 14 % des terres émergées. Or, ce patrimoine environnemental unique est soumis à une pression humaine importante qui menace sa préservation et interroge sur la durabilité du modèle de développement latino-américain. Sous la poussée de l'agriculture, du rejet des déchets en zone urbaine et de l'exploitation de bois, les espaces naturels sont en recul et posent la question de l'épuisement de la ressource.

### FOCUS

#### **Le Brésil et le Mexique, deux géants économiques**

*Concentrant plus de la moitié de la population d'Amérique latine, le Brésil et le Mexique forment ensemble les 2/3 du PIB de la région (41 % et 21 %, respectivement). Leur performance économique a donc un impact déterminant au niveau régional. Ils présentent ces dernières années une croissance inférieure à la moyenne latino-américaine, masquant parfois le dynamisme de certains pays voisins. Leurs perspectives économiques dépendront surtout de leur capacité à se réformer. Le Mexique semble avoir engagé des réformes en profondeur et pourrait avoir les ressources pour rebondir. La trajectoire du Brésil semble plus incertaine.*

#### • RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES •

- AFD / IDA (2011), *Les enjeux du développement en Amérique latine*, *Dynamiques socioéconomiques et politiques publiques*, 1<sup>re</sup> éd., À savoir n° 4, mars.
- MORENO, L.A. (2011), *La década de América Latina y el Caribe, una oportunidad real* (Segunda edición ampliada), BID, Washington D.C.
- SOSA, S., E. TSOUNTA et H.S. KIM (2013), "Is the Growth Momentum in Latin America Sustainable", *Working Paper 13/109*, FMI, Washington, D.C.
- ONU HABITAT (2012), *State of Latin American and Caribbean Cities 2012, Towards a New Urban Transition*, Naples.
- FALLETI, T.G. (2010), *Decentralization and Subnational Politics in Latin America*, Cambridge University Press.
- LAUTIER, B. (2012), *La diversité des systèmes de protection sociale en Amérique latine*: une proposition de méthode d'analyse des configurations de droits sociaux », *Revue de la régulation*, n°11, premier semestre.

Par ailleurs, l'exploitation minière, parfois sauvage, dégage des revenus si importants que la recherche de la rentabilité prévaut souvent sur la prise en compte des dégradations environnementales que cette activité occasionne. Néanmoins, et même si elles passent souvent derrière les préoccupations économiques et sociales, les sociétés latino-américaines sont de plus en plus sensibles à ces questions environnementales. Dans de nombreux pays (Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Équateur, Pérou, Uruguay), les populations se mobilisent pour préserver leur mode d'existence et exiger une meilleure répartition des terres et des revenus tirés de l'exploitation des ressources naturelles. Malgré la faiblesse des dispositifs institutionnels en la matière et une législation balbutiante, des politiques volontaristes d'extension des espaces protégés ont été menées depuis 20 ans (doublement de leur surface pour atteindre 20 % du territoire).

### Conclusion

Il est peu probable que les conditions exceptionnellement favorables dont ont bénéficié les pays latino-américains au cours de la dernière décennie se maintiennent et contribuent avec la même ampleur à leurs performances économiques. Un ralentissement de l'activité régionale est déjà notable, malgré une bonne résilience face à la crise. La prochaine décennie sera sans doute plus contraignante (disparition de l'aubaine démographique, cadre récessif prédominant en Europe, faiblesse de l'activité économique des États-Unis, ralentissement des émergents et de la demande internationale), mettant à l'épreuve leur modèle de développement actuel sur de nombreux fronts. Assurer un développement soutenable dans ce contexte moins porteur dépendra de la capacité des pays latino-américains à surmonter les défis évoqués précédemment. Il sera nécessaire d'accroître la diversification productive, de renforcer le secteur industriel, de développer les infrastructures, tout en poursuivant un objectif essentiel de réduction de la pauvreté et des inégalités, terreau principal de la violence et de l'instabilité politique dans la région. Les pays latino-américains semblent avoir pris la mesure de ces enjeux. L'effort important que bon nombre d'entre eux effectuent dans l'éducation (9 pays y consacrent plus de 4 % du PIB) témoigne de cette volonté de préparer l'avenir. Si les prochaines années ne s'annoncent pas aussi prospères que la dernière décennie, les prévisions de croissance à moyen terme de la zone (3,25 % de 2013 à 2017, d'après le FMI) demeurent cependant positives. ■